



Laurent Hénart : « Je tiens mes promesses », P. 12-13

Nancy

en parle

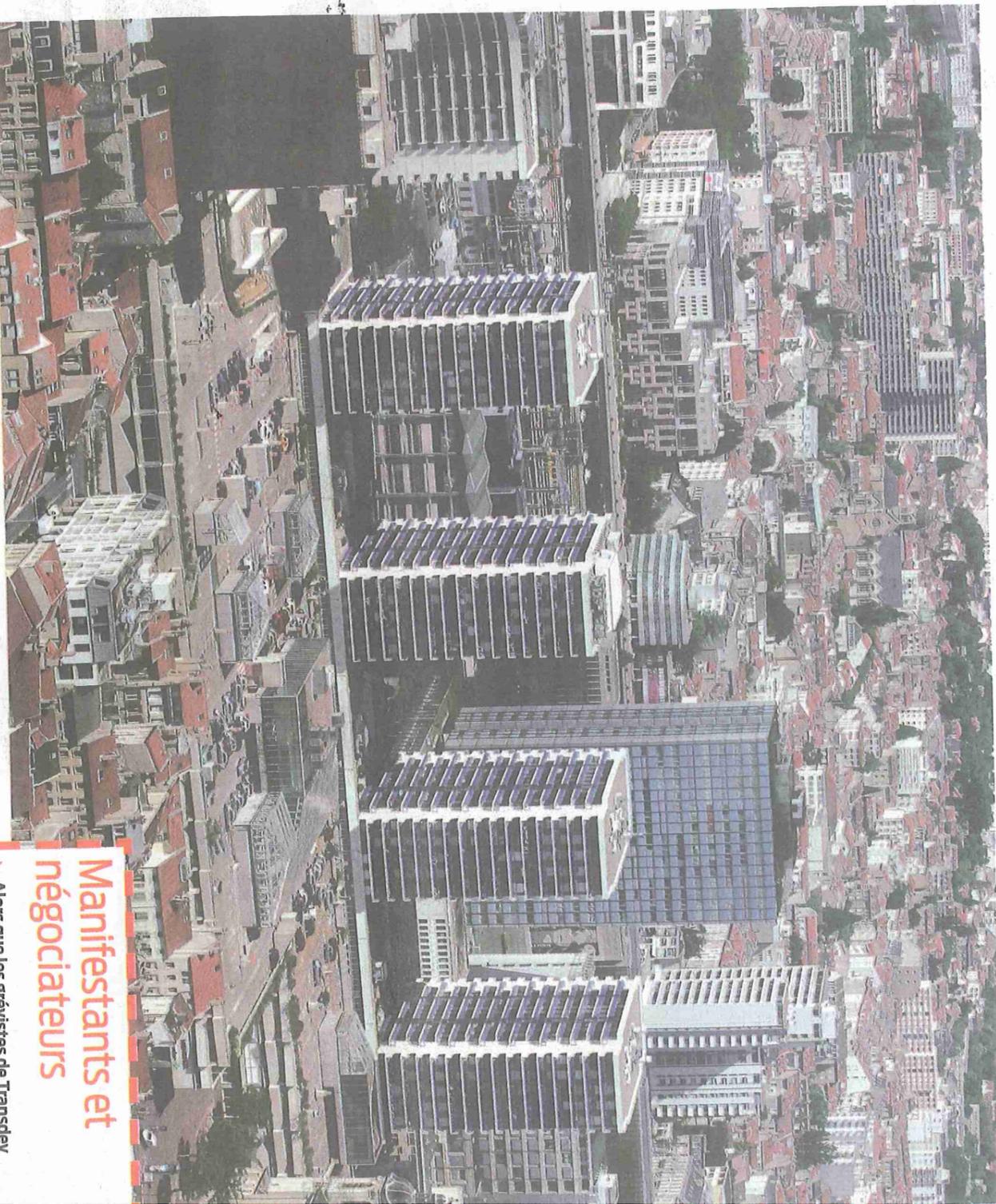
La Guyane : des attaches nancéiennes fortes, P. 20-21

CONSEIL DE MÉTROPOLE

La « Nancy touch »

La transformation du SCoT Sud 54 en pôle métropolitain, la rénovation du parc des Expositions et la délégation de service public pour les transports en commun ont constitué le gros morceau des travaux.

Toujours la même chanson. L'examen de la gestion déléguée des transports en commun oppose de longue date la majorité hier communautaire aujourd'hui métropolitaine, et l'opposition qui ne comprend pas pourquoi la collectivité s'engage dans une vie de couple aussi peu harmonieuse. Alors à chacun sa vision du service public. La gauche préconise une exploitation directe qui évite de monter périodiquement sur le ring de la négociation, l'équipe en place estime que la délégation de service public est le système le mieux adapté. D'où la procédure de renouvellement qui va s'engager. Le prétexte idéal pour que le groupe présidé par Hervé Féron remette en cause la consistance de l'offre de transport, la qualité du service et les effets produits par les directives de l'autorité organisatrice sur le climat social au sein de l'entreprise délégataire. « On se retrouve dans un schéma perdant-perdant pour les salariés de Transdev, les usagers et le contribuable », déplore Chaynesse Khirouni toujours très active sur ce dossier. « Il devrait y avoir un grand débat sur le réseau de transports », réclame Vincent Mathéron particulièrement ardent dès que le sujet arrive sur le tapis. « A chacun son métier. Objectivement est-ce celui d'une collectivité comme la métropole d'être en régie », réplique Laurent Garcia, qui rappelle qu'en deux ans le réseau Stan a gagné « un million de validations hors fraude ».



Les uns réclament les clés pour faire bouger les lignes, les autres disent que le fonctionnement est cohérent. On n'agit pas par habitude ni par facilité, notre argumentation s'appuie sur la réalité expliquée le camp majoritaire à ses opposants qui seraient d'un bon œil la mise en route d'une étude comparative sur les deux options. Peine perdue, le choix prémâché et précédé (lire notre précédente édition) est entériné.

Pour le parc des expositions, chacun s'accorde à reconnaître qu'il faut rénover le site afin de se re-

positionner sur le segment des foires expositions et des salons. Pour espérer y parvenir et se différencier sur un marché concurrentiel où les manques ne pardonnent pas, il faut valoriser les expositions, développer une véritable notion d'accueil, mettre en place une « Nancy touch » quine peut s'obtenir sans de gros travaux.

« Nous devons calculer au plus juste », s'exclame Jean-Pierre Dessen qui estime à juste titre « qu'il est urgent d'engager le processus mais sans hypothéquer l'avenir ». Pierre Boileau qui porte la double casquette de vice-président en charge des finances et de président de Grand Nancy et Événements, ce qui lui vaut d'être qualifié de docteur Jekyll et mister Hyde par Jean-Pierre Dessen, précise et rassure : « On veut optimiser la dépense ».

L'argent n'étant pas forcément le seul nerf de la guerre, on peut s'approprier le sujet et faire en sorte que l'imagination influe positivement les choses. C'est

le point de vue d'André Rossinot qui, il a souligné avec force lorsqu'il a été question de construire une nouvelle patinoire, « ne veut pas faire rimer porte quoi à n'importe quel prix ».

Autre délibération importante, la transformation du syndicat mixte du SCoT-Sud 54 en pôle métropolitain. On s'attendait à une interminable discussion autour de l'homogénéité du territoire, de la mise en valeur de ses atouts, de l'articulation autour de la métropole et des précautions à prendre au nom de l'intérêt commun. Au final, c'est la question de l'attractivité qui a pris le dessus. Pour bâtir un projet territorial et une vision d'ensemble, il n'y a pas de meilleure approche.

Pierre Tariho

Manifestants et négociateurs

Alors que les grévistes de Transdev manifestaient bruyamment devant la métropole pour dénoncer la suppression de près de 400 000 kilomètres – décision qui serait à l'origine du plan social mis en œuvre par l'entrepris –, une délégation composée de Pascal Debay (délégué départemental CGT 54), Didier Martins et Mathias Seïdi pour la CGT, Olivier Heyd pour FO et Kamel Benliaharch pour Sud, a été reçue par André Rossinot et Laurent Garcia. « C'est vrai qu'on n'est pas employeur mais, d'un autre côté, on ne doit pas rester sourd aux demandes de rendez-vous », estime le vice-président délégué aux transports en commun.

André Rossinot et Laurent Garcia ont rappelé que depuis 2013, le Grand Nancy a mobilisé des sommes importantes dans le fonctionnement des transports publics. Une contribution qui est passée de 36 M€ en 2012 à 46 M€ pour an pour la période 2016-2018, sans oublier un investissement de 60 M€ pour la ligne 2. Quant au nombre de kilomètres qui a fait l'objet de plusieurs études, il est identique à celui de 2012, à savoir 9 millions de kilomètres par an. La croissance de la fréquentation (1 million de validations supplémentaires par an) prouvent, estime André Rossinot et Laurent Garcia, « que les Nancéiens adhèrent à ces adaptations. »

La phrase

Pascal Jacquemin, à propos du soutien aux grandes écoles qu'il juge trop élitiste : « Il faut cesser cet assassinat universitaire ! »

